



## L'Édito - Covid-19 : n'oublions pas les Outre-mer !, par Thibault LANXADE

Diplômé d'un Master de l'ESCP Europe, Thibault LANXADE commence sa carrière dans l'industrie pétrolière avant de créer en 2009 l'Association française des établissements de paiement et de monnaie électronique (AFEPAME), dont il sera Président jusqu'en 2012. En 2014, il crée deux entreprises digitales, dont AlgoLinked, solution d'intelligence artificielle pour la relation médias, puis en 2017 il devient PDG du groupe Jouve. En parallèle de son parcours entrepreneurial, Thibault Lanxade maintient un engagement dans l'action collective au service des PME, au sein d'instances patronales ou de réflexion (Vice-Président du Medef de 2015 à 2018 en charge des TPE / PME). Nommé ambassadeur à l'intéressement et la participation en février 2019 par Bruno LE MAIRE et Muriel PÉNICAUD, il poursuit sa mission de défense de l'entrepreneuriat en accompagnant les dirigeants de PME dans le partage de la valeur avec leurs salariés.

Les Outre-mer souffrent d'être encore trop éloignées de Paris ! Malgré les efforts et les déclarations d'intention, leur économie n'est pas soutenue à la hauteur de son potentiel. Quelques exemples suffisent à illustrer les défaillances de l'Etat vis-à-vis de ces territoires. Ainsi, Bpifrance, le bras armé financier de l'Etat est faiblement représenté dans la zone caribéenne ; dans la zone Pacifique, c'est la direction Ile-de-France de la banque publique qui tient les cordons de la bourse. Ceci est d'autant plus regrettable que, sur place, la concurrence bancaire n'existe pas assez pour dynamiser l'économie.

Sur le plan sanitaire, ces territoires se sont engagés depuis longtemps dans la mise en œuvre de projets pilotes en digitalisation. C'est le cas de la télémédecine Réunion-Mayotte ou de l'innovation en transformation numérique pour préparer le nouveau CHU de Guadeloupe. Cette volonté d'innovation a été longtemps bridée par trop de bureaucratie ministérielle. Le contexte de crise que nous traversons nous met désormais collectivement en demeure d'aider à la libération de ces énergies et de les soutenir concrètement.

Les mesures récentes du gouvernement sonnent comme l'expression d'une mobilisation nationale pour aider les territoires ultra-marins à répondre à la pandémie. La tâche est considérable avec, en particulier, le déploiement de canaux efficaces de soutien logistique, sanitaire et financier. Il s'agit là d'un devoir collectif pour montrer que la solidarité nationale face au coronavirus envers ces territoires existe dans les faits.

La situation créée par la crise que nous traversons donne aussi à nos Outre-mer une formidable occasion de rompre avec une politique de développement qui a cessé d'être pertinente, parce que désormais obsolète, dépassée au regard des réalités de notre époque. Passons maintenant de la « startup nation » à la « startup island » !

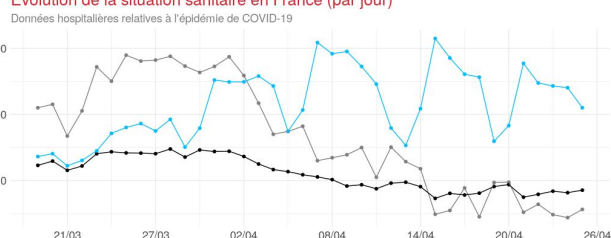
Réussir ce rebond imposera l'évidente nécessité d'une conjugaison étroite des efforts et de l'imagination des décideurs publics et des acteurs économiques, mais avant tout il commande une rupture avec les habitudes du passé.

## Tableau de suivi de l'épidémie

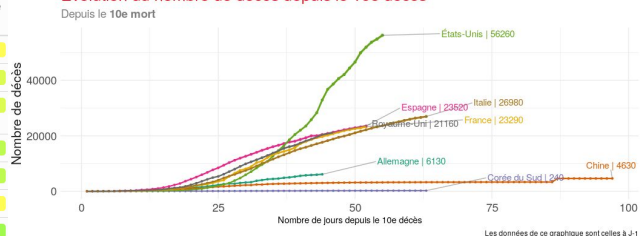
→ **L'Allemagne est-elle toujours un modèle ?** - Dans le bulletin du jeudi 23 avril, nous nous demandions si le "modèle allemand" de gestion de la crise sanitaire ne commençait pas à perdre en exemplarité et efficacité. Ceux qui par un atavisme et un réflexe conditionné, des plus discutables, tendaient ces derniers jours à opposer la robustesse du modèle allemand à un système français, prétendument labile, doivent commencer à douter. 150 décès et près de 1000 cas supplémentaires, indubitablement, l'épidémie montre Outre-Rhin des signes manifestes d'aggravation.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	56259	988197	22414	1378	5,7	3
France	23293	165842	3742	437	14,0	2
Royaume-Uni	21157	158207	4311	363	13,4	2
Italie	26977	199414	1739	333	13,5	1
Espagne	23521	229422	2793	331	10,3	1
Allemagne	6126	158758	988	150	3,9	3
Corée du Sud	244	10752	14	1	2,3	0
Chine	4633	82836	6	0	5,6	0

## Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)



## Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)



## Regard d'expert - Les ETI face à la crise, par Boris IMBERT

Boris Imbert est associé fondateur de Mawenzi Partners cabinet de conseil en stratégie et organisation, focalisé sur les leviers de la croissance. Ses domaines d'intervention sont la définition des stratégies de croissance et la définition de nouveaux Business Models, particulièrement dans le secteur du Transport, de l'industrie des Utilities et de la Distribution. Il participe aussi activement à la valorisation des ETI en France et a largement contribué au lancement du « Plan Nation ETI » en janvier dernier.

"Pour dire simplement ce qu'on apprend au milieu des fléaux, qu'il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de choses à mépriser", nous traversons actuellement toutes les étapes de cette allégorie imaginée par Albert Camus en 1947. Et comme pour toute crise dans notre histoire, nous saurons en tirer les leçons et engager une réflexion économique créatrice.

S'il est possible que cette crise soit annonciatrice de changements de comportements et de modèles économiques, certains secteurs et catégories d'entreprises seront particulièrement impactés. Les ETI notamment. Leur taille qui les place à mi-chemin entre PME et grands groupes leur confère habituellement fiabilité et flexibilité mais peut les fragiliser en temps de crise. Encore trop méconnues du grand public, elles jouent pourtant un rôle crucial dans la structuration de notre tissu économique. En témoignent les enseignements de notre étude réalisée à l'occasion du lancement du Plan Nation ETI : elles cumulent à elles seules 170 Mds d'euros de chiffre d'affaires et emploient presque 1 million de salariés, dont plus de la moitié en France.

Implantées à 80% en dehors de l'Ile-de-France, ces entreprises sont déterminantes pour notre vigueur territoriale et favorisent souvent le développement de véritables pôles d'expertise par filière. Nombre d'entre elles incarnent une solidarité industrielle française: des emplois sont recréés, de nouvelles usines sont ouvertes.

Les ETI présentent souvent l'avantage de circuits courts, montrent de l'agilité et de la souplesse, tant dans l'outil de production que dans l'offre et ont des atouts à faire valoir dans cette crise. Tout l'enjeu des prochains mois consistera à éviter que la crise sanitaire

ne se transforme en crise financière. Car du maintien de ces entreprises dépend notre santé économique globale. Les critiques qui commencent à poindre autour d'un État trop centralisateur et d'une bureaucratie française qui a sans doute été un frein à la prise de décision rapide peuvent être prises à contre-pied par le développement de ces ETI : régionales, adaptables, innovantes...

Les ETI ont, pour reprendre la rhétorique « guerrière » du Président de la République, plusieurs guerres à mener :

Une guerre économique d'abord, pour maintenir leur chiffre d'affaires et préserver leurs marges. Les pouvoirs publics jouent pleinement leur rôle d'amortisseurs sociaux pour limiter les faillites et le chômage. Mais ça ne sera pas infini et il faut désormais relancer la demande intérieure avant de pouvoir s'appuyer sur un redémarrage international.

Une guerre sociale ensuite, pour conserver les talents et protéger leurs salariés. Le déconfinement va s'accompagner de nouvelles habitudes de travail et de distanciation inédite pour notre culture, les dirigeants d'ETI y sont déjà confrontés.

Mais aussi une guerre sanitaire, pour contribuer avec l'ensemble de la nation à lutter contre la propagation de l'épidémie. De nombreuses ETI ont modifié leur outil de production pour confectionner des masques, des pièces de respirateurs, des gels hydroalcooliques... Ces entreprises ont aussi montré des efforts de solidarité. Qui sait que DACO BELLO, une ETI familiale depuis 50 ans, leader des fruits secs a offert quantité de fruits secs aux hôpitaux d'Ile de France et de Grand Est ?

## Regard d'expert - Les ETI face à la crise, par Boris IMBERT (suite)

Malgré les garanties de prêts, l'instauration du chômage partiel et autres mesures mises en œuvre par l'Etat, l'ampleur inédite et la durée de la crise pèsent sur la trésorerie des entreprises et pourraient se révéler fatales. Les ETI doivent préparer dès à présent le « coup d'après » : adaptation de l'offre à la nouvelle demande, revue du plan stratégique, refonte des Business Plans, sécurisation de la trésorerie, mise en place de sourcing sécurisé et plus court, développement de la digitalisation et du e-commerce, réponse à la pression environnementale... les défis ne manqueront pas !

Toute crise engendre des changements de comportements, des adaptations et celle-ci ne fera pas exception. Les changements ne seront pas brutaux et je ne crois pas un jour d'après totalement différent, mais nos modèles économiques sont tout de même pour leur grande majorité appelés à évoluer. Bernard Shaw disait « L'homme raisonnable s'adapte au monde ; l'homme déraisonnable s'obstine à essayer d'adapter le monde à lui-même ».

Adaptons-nous donc sans peur à cette situation inédite avec lucidité et résilience.

« Voyage au bout de la nuit » - Les Français sont perdus. Ils errent comme des âmes en peine dans un monde où toute cohérence a disparu, où tout est en pièces pour reprendre les célèbres vers du poète, prédicateur et métaphysicien anglais du XVIIIe siècle John Donne.

Indubitablement, cohérence il y a eue, il y aurait eue. Originellement, dans un Âge d'or quelconque, cette cohérence a forcément dû prévaloir. Sinon à quoi bon déplorer, à longueur de tribunes, de sondages et d'études cette perte de confiance des Français dans la parole politique, dans la science et dans les représentants. À n'en pas douter, dans les années 30, dans les rangs de la droite réactionnaire, et dans le cortège de ligues qui la composait, la confiance dans les institutions de la IIIe République était des plus affirmées, des plus solides et des plus inébranlables. Nous pourrions dire de même, bien évidemment, de l'autre rive politique, tout aussi convaincue et transie par la mystique république naissante.

Si nous remontons quelques années en amont, la science, n'en doutons pas, faisait également l'unanimité dans la France de la Belle Époque et dans les années qui suivirent. Une science et un rationalisme à leur paroxysme certes, en philosophie avec Renan et Comte, en histoire avec Taine ou encore en médecine avec Claude Bernard, et qui pourtant, déjà, faisaient l'objet d'une remise en cause de tous les instants, si ce n'est d'une raillerie prononcée. Le rationalisme a toujours eu ses adversaires, plus ou moins brillants, et ce n'est pas le champ littéraire qui nous prouvera le contraire. Des *Déracinés* de Barrès, dont la charge contre le rationalisme républicain est passée à la postérité, aux personnages mi-romanesques, mi-autobiographiques du Céline de *Mort à Crédit* et du *Voyage au bout de la nuit*, autant de capsules intellectuelles et littéraires qui, en les relisant, rappellent à l'historien ou aux observateurs, plus ou moins patentés de l'opinion publique, l'extrême ductilité de la rationalité populaire. La description en creux de la Belle Époque dans *Mort à Crédit*, et la focale mise sur un autre versant de la société, lugubre, noir et poisseux, nous enjoignent à questionner l'existence même de cette chimère d'un Âge d'or de la connaissance, de la raison et de la cohérence. Un Âge d'or pourtant vers lequel, de manière implicite, observateurs et chercheurs nous invitent à tendre. Ces derniers n'ont certes pas attendu la crise sanitaire pour faire clignoter, à des Français grogus et aveuglés par la propagande et le faux démocratisé, tous azimuts et multiformes, les affres d'une époque où les repères volent en éclats les uns après les autres. En 2015 et 2016, les théories du complot étaient des heuristiques pertinentes pour comprendre les ressorts de la radicalité et des ruptures psychologiques. Puis sont venues, au gré des événements et des écueils, d'autres causalités explicatives et d'autres facteurs de dérives.

Tel un miroir grossissant, et à n'en pas douter éminemment déformant, les quelques semaines passées de confinement sont ainsi appréhendées par certains limiers de l'opinion comme autant de manifestations d'un aboutissement logique, et qu'importe si cela passe par du déterminisme à la petite semaine pour faire tenir l'édifice conceptuel, et d'un point de non-retour. Les lunettes déformantes de l'instant présent, de l'accélération permanente induite par les réseaux sociaux, et leur analyse, plus ou moins étayée, ainsi que la propension à la mise au jour d'une situation prétendument inédite, concourent à n'en pas douter à ajouter du confusionnisme à une époque qui en était, il faut le reconnaître, déjà bien pourvue.

Mais, et en définitive, il faut bien se demander quelle est la finalité de ses assertions relatives à la perte de la cohérence, à la perte du sens, à la perte des repères et à la décrépitude de l'édifice dans lequel nous vivions. Qu'est-ce que cela nous dit de l'époque, de sa singularité, lorsque sont appliquées pour la décrire les grilles de lecture qui prévalaient en période de menace terroriste aigüe ou en période de fièvre obsessionnelle, quand les Russes, à nos portes numériques, nous menaçaient avec leurs trolls et leurs bots ? Cela nous révèle davantage l'état d'esprit des observateurs, que celui des observés. ([Damien Liccia](#))

**Vers une « décentralisation » du déconfinement** – La différenciation du déconfinement par département annoncé par Edouard Philippe aujourd'hui vient sanctionner un fait devenu de plus en plus patent depuis plusieurs semaines : la situation épidémique, loin d'être homogène sur l'ensemble du territoire, recouvre en réalité des réalités très contrastées. Si le nombre de nouveaux cas se maintient à un niveau élevé (plus de 3 700 hier) – pour contestable que soit cet indicateur, celui-ci n'étant abondé que par des tests qui ne sont pas systématiquement pratiqués –, celui-ci est loin d'être le même dans tout l'Hexagone, et surtout Outre-Mer. Des différences qu'un certain centralisme jacobin aurait tendance à occulter, tout comme la succession de polémiques portant sur le laxisme supposé du confinement à Paris, par des urbains qui seraient forcément « irresponsables » et « privilégiés ».

Ainsi, une étude d'une équipe de l'Institut Pasteur sur l'ampleur de la propagation de l'épidémie de Covid-19 rendue publique le 20 avril indiquait que le taux de contamination dans la population générale en Nouvelle Aquitaine n'était que de 1,4%, contre 12,3% à Paris et 11,8% dans les Hauts-de-France. Ces différences s'expliquent par l'enclavement de certains territoires et leur faible densité. [Un article du Monde](#) paru aujourd'hui sur la situation sanitaire dans le Massif central souligne ainsi que la Lozère, département le moins peuplé de France, ne compte aucun décès, quand le département du Cantal n'en compte quant à lui que 3 depuis le début de la crise. Le statut insulaire de certain territoire est aussi de nature à freiner l'épidémie. En Outre-Mer, la Nouvelle Calédonie est déjà sortie du confinement depuis le 20 avril – les quelques cas détectés sur son sol étant tous importés. Des situations privilégiées qui, il convient de la souligner, sont dues à l'application stricte des règles de confinement sur l'ensemble du territoire, notamment pour prévenir la propagation du virus hors des régions les plus touchées.

Le système de gradation en trois couleurs annoncé par le Premier Ministre et la couleur verte consacrant les départements les moins touchés va devenir pour les élus locaux une manière pour eux de soulager concrètement les conditions de confinement de leurs administrés, tout en faisant reconnaître leurs spécificités locales. Elle sera sans doute [un enjeu de lobbying](#) pour les patrons de région et de départements auprès de l'Etat central, pour qui cette nouvelle mesure ouvre un nouvel espace politique. Après des semaines de nationalisation du traitement de la crise, cristallisée autour de la figure centrale et régaliennne du Président jupitérien et des administrations centrales d'Etat et de leurs relais en région (préfets, ARS), le retour de l'échelon local et de la parole des collectivités territoriales augure peut-être enfin une certaine décentralisation plus conforme aux réalités de terrain. ([Jean-Baptiste Delhomme](#))



Maintenant, mon objectif est clair: les 6 départements de @MaRegionSud doivent être classés « verts » au 2 juin. Toutes les collectivités et les citoyens de la région doivent être mobilisés pour arriver à cet objectif. C'est le seul moyen de retrouver nos libertés au plus tôt !

4:57 PM · 28 avr. 2020 · Twitter for iPad

44 Retweets 105 J'aime

## À propos de nous



Xavier DESMAISON,  
CEO  
[x.desmaison@antidox.fr](mailto:x.desmaison@antidox.fr)

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,  
Président du Directoire  
[alexandrem@eslnetwork.com](mailto:alexandrem@eslnetwork.com)

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.